

**TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET STRATÉGIES
DE RATTRAPAGE EN EUROPE DE L'EST.
QUELLES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE HONGROISE
POUR LES ÉCONOMIES BALKANIQUES ?**

Magalie MOLLET* et Xavier RICHEL**

***Résumé** – Cet article part du constat de l'évolution différenciée des économies des PECOS depuis le début de la transition. Un des facteurs explicatifs de ces différences est l'importance et le rôle joués par les investissements directs étrangers. Les pays qui ont accueilli le plus favorablement ces investissements ont bénéficié de gains substantiels et les créations d'entreprises nouvelles ont désormais pris le relais de la privatisation. Cette leçon semble avoir inspiré les autres pays de la région qui se lancent à leur tour dans une pratique beaucoup plus favorable aux investissements étrangers. Les pays balkaniques s'inscrivent dans ce mouvement, avec pas mal de retard, mais de façon décidée.*

Mots-clés – ÉCONOMIES EN TRANSITION, IDE, SPÉCIALISATION INTERNATIONALE.

Classification JEL : O33, O52, P27, P31.

* Doctorante, Centre Interuniversitaire d'Études Hongroises, Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle.

** Professeur, Directeur du CIEH, Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle.

1. INTRODUCTION

Un écart de développement notable persiste entre les pays du sud-est de l'Europe¹, aujourd'hui associés à l'Union européenne, et ceux qui l'intégreront en 2004². Celui-ci soulève le problème des divergences dans les rythmes de croissance et les dynamiques de développement des économies post-socialistes et pose la question du rattrapage des derniers arrivants.

Pour modifier la donne économique et amorcer le mouvement de convergence nécessaire à leur éventuelle intégration, les pays de la zone balkanique ont adopté un Processus de Stabilisation et d'Association à l'Union européenne. Parallèlement, ils ont signé une Charte pour l'investissement. Au côté des transformations économiques et du respect des critères de Copenhague, ils confèrent ainsi une place centrale à la croissance de l'investissement privé et, plus spécialement, à l'attrait de capitaux étrangers. Ceux-ci sont, en effet, considérés comme des vecteurs essentiels de développement économique et de stabilité, capables notamment de faciliter la reconstruction et l'intégration régionale des Balkans par une mise à niveau des infrastructures de cette région composée de petits pays mal reliés et éloignés du cœur de l'Europe.

L'expérience des candidats de la première vague suggère en effet que les pays qui ont su rapidement convertir leurs structures productives et s'intégrer à l'économie mondiale (Estonie, Pologne, République Tchèque, Slovénie et spécialement Hongrie) sont aussi ceux qui ont su capter les capitaux étrangers, favorisant de fait la redynamisation de leurs tissus industriels. En revanche, le phénomène de convergence a été plus lent dans les pays qui ont tardé à attirer les investisseurs internationaux (Lettonie, Lituanie, Slovaquie, et surtout Bulgarie et Roumanie).

Dans une optique comparative et dans la perspective d'une future intégration des Balkans à l'Union européenne, cette contribution se propose de revenir sur les facteurs qui ont contribué au succès des transformations dans les premiers pays associés, avec une attention particulière pour le problème de l'investissement direct étranger.

2. IMPACT DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET CONVERGENCE

Mise à niveau et convergence constituent des difficultés récurrentes pour les pays ayant vocation à rejoindre l'Union européenne. Durant la décennie précédente, les 10 premiers candidats ont poursuivi une même stratégie de

¹ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Macédoine, Monténégro, Roumanie et Serbie.

² Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, et Slovénie.

restructuration et de rapprochement des normes européennes. Malgré cela, des lignes de différenciation nettes sont apparues entre ces pays, dans l'état d'avancement de la transition, la reprise de l'Acquis communautaire et la qualité de leur insertion internationale. Elles ont conduit à l'éviction des *mauvais élèves* – Bulgarie et Roumanie – de la première vague d'entrants. Aujourd'hui, la situation de ces pays a globalement convergé (tableau n° 1) même si des disparités notables persistent dans différents domaines, notamment avec la Bulgarie et la Roumanie.

Tableau n° 1 : Aperçu de la situation macro économique des PECO, des pays Baltes et des Balkans en 2001

	PIB/tête	Taux de croissance	Risque-Pays	Part du secteur privé dans le PIB	Part de l'agriculture dans le PIB
République Tchèque	5 514	3,5	A3	80	8,6
Pologne	4 555	1,1	A4	70	3,6
Hongrie	5 088	4,0	A2	80	4,2
Slovénie	9 400	2,8	A2	60	3,1
Estonie	3 929	4,5	A3	77	5,9
Slovaquie	3 796	3,0	A4	78	4,1
Bulgarie	1 679	4,5	B	65	12,1
Roumanie	1 727	4,5	B	60	15,0
Lettonie	3 260	7,0	A4	72	4,5
Lituanie	3 428	5,7	A4	70	7,1
Albanie	1 205	7,3	D	75	34,2
Bosnie	1 153	5,0	na	35	11,9
Croatie	4 613	4,4	A4	60	9,3
Macédoine/RFY	1 028	- 4,5/5,5	D	55	17,6

Sources : EBRD, 2002 ; World Bank, 2002.

En termes de niveau de vie, trois groupes de pays émergent. Les deux premiers sont formés des pays admis à rejoindre l'Union européenne en 2004. La Slovénie apparaît en meilleure posture, devant assez largement la République Tchèque, la Hongrie et la Pologne. L'Estonie, la Slovaquie, la Lituanie et la Lettonie constituent un ensemble intermédiaire avec un PIB/tête compris entre 4 600 et 3 200 \$/tête. Le dernier groupe constitué de la Bulgarie et de la Roumanie affiche encore un niveau de vie très inférieur, avec un revenu per capita qui n'atteint pas le quart de celui des pays de l'Union européenne.

La variable risque pays, qui mesure les caractéristiques économiques, institutionnelles et politiques (stabilité économique et politique, avancée des privatisations, niveau de restructuration...) d'un pays donné laisse apparaître un découpage sensiblement identique. Les deux premiers groupes, d'un côté, sont logiquement les moins risqués. De l'autre, la Bulgarie et la Roumanie restent à des niveaux intermédiaires. S'agissant de la part du secteur privé dans le PIB, la Hongrie apparaît comme le pays où l'effort de privatisation a été le plus

conséquent, suivie par la République Tchèque. A l'opposé, l'État reste assez présent en Slovénie et dans les Balkans, en raison notamment des retards pris par ces derniers dans le processus de privatisation. Enfin, la part du secteur agricole dans le PIB, qui montre dans quelle mesure ces pays demeurent structurés autour des secteurs traditionnels intensifs en main d'œuvre ou en ressources naturelles, montre les mêmes disparités. Dans les pays les plus avancés – Europe centrale et pays Baltes – sa part s'est stabilisée aux alentours de 5 %, preuve de l'efficacité des restructurations économiques. En revanche, elle reste relativement élevée – de 12 % à 15 % – en Bulgarie et Roumanie.

A l'exception de la Pologne qui subit actuellement un ralentissement économique notable, les taux de croissance des PECO présentent une relative homogénéité et sont supérieurs à ceux de l'Union européenne.

Le sud-est de l'Europe, nouvellement associé à l'Union européenne affiche, à l'exception de la Croatie, un niveau de développement très inférieur à celui de l'Europe centrale et des pays Baltes (tableau n° 1). Les conflits politiques et militaires qu'a connus la région ont longtemps retardé les réformes et la stabilisation économiques. Les perspectives de croissance sont bonnes sauf en Macédoine, pays qui connaît actuellement une grave crise économique, mais les restructurations productives et les réformes institutionnelles sont loin d'être terminées. A l'image de la Bulgarie et de la Roumanie, la transition de la zone demeure inachevée et des progrès certains devront être effectués avant d'envisager son intégration.

Pour se rapprocher des niveaux de développement de l'Union européenne, les premiers pays associés ont poursuivi une même stratégie à double objectif. Le premier objectif a concerné la restructuration de leurs économies (privatisation, création d'institutions et de mécanismes de marché, réorientation des échanges, restructuration et privatisation des entreprises d'État, création de nouvelles activités). Le second a consisté à suivre une série de règles et de recommandations devant leur permettre de se rapprocher des normes européennes dans de nombreux domaines – *les 31 Chapitres de Copenhague*. Pour atteindre leurs cibles, ces pays ont adopté des trajectoires différentes, appliqué des politiques spécifiques qui ont agit sur le rythme et l'ampleur de leur convergence. Dans une optique comparative et dans la perspective du rattrapage des pays du sud-est, il peut donc être intéressant de revenir sur les facteurs qui ont contribué au succès de la transition des premiers entrants avec une attention plus particulière pour le rôle des IDE.

3. L'IDE A-T-IL JOUÉ UN RÔLE MOTEUR DANS LA RESTRUCTURATION ?

Les transformations du système industriel, nécessaires au retour de la croissance et de la compétitivité, ont été au cœur des stratégies mises en œuvre

par les dirigeants des anciens pays socialistes. La restructuration économique dans ces pays a posé des questions centrales. Comment transformer les entreprises socialistes en entreprises capitalistes efficaces, capables de produire des biens et des services vendables sur les marchés locaux, face aux produits étrangers exportés, en provenance des économies de marché développées alors que l'on ne dispose pas du capital, des compétences managériales nécessaires pour le faire ? Ces entreprises ont-elles les moyens de survivre, d'investir suffisamment pour se moderniser et se confronter à la concurrence, se gérer dans un nouvel environnement où tous les paramètres permettant de prendre des décisions ont été modifiés ? Le système financier est-il en mesure d'apporter les moyens nécessaires pour financer la croissance ? Le système d'innovation domestique permet-il d'introduire des changements substantiels dans la gamme de produits, ou bien dans les méthodes de production ? L'emploi peut-il être préservé et les travailleurs des anciennes entreprises socialistes où le chômage n'existait pas ("le chômage derrière les portes de l'usine") peuvent-ils éviter de connaître les affres de la perte d'emploi, les vicissitudes de la recherche d'un nouveau travail, chose inconnue jusqu'ici ? Est-ce que la création de nouvelles entreprises "par en bas", les PME, peut absorber la main d'œuvre délogée par les grandes entreprises socialistes en quasi-faillite ? Ce sont des questions particulièrement complexes et les différentes mesures adoptées dans ces pays n'ont pas toutes conduit au chemin vertueux de la restructuration et à l'apparition d'économies pleinement développées.

3.1. Désétatisation et libéralisation : les premières mesures de la transformation

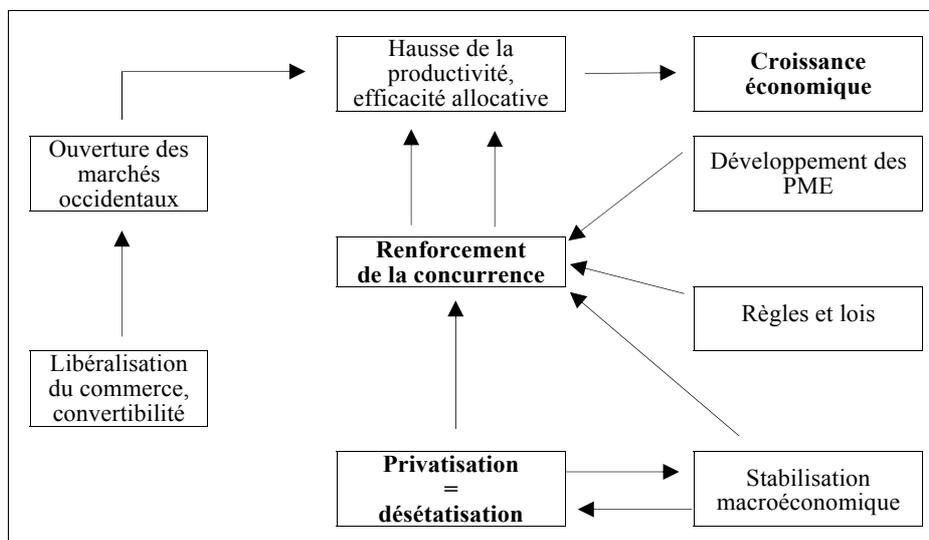
Au début des années 1990, l'analyse de la transition a été largement dominée par la pensée économique standard (Andreff, 2002). Ce courant a orienté les politiques économiques suivies par les pays de l'Est, au travers de recommandations en faveur de la stabilisation macro-économique, la mise en oeuvre de réformes structurelles, la libéralisation de l'activité et la dépolitisation de la gestion des entreprises. Les économies qui comme la Bulgarie et la Roumanie n'ont pas su articuler ces dimensions de la transformation ont été pénalisées. A contrario, l'exemple de la Pologne pour la stabilisation et de la Hongrie pour la libéralisation semblent confirmer que des actions résolues au début de la transition ont été des atouts déterminants pour le succès ultérieur des réformes (Worldbank, 2002 ; Aslund, 2002).

Selon l'opinion dominante, seules une libéralisation et une désétatisation rapides pouvaient permettre d'améliorer sans délai les performances des firmes, performances dont dépendaient la croissance et le rattrapage en Europe de l'Est (Brabant, 1992).

En théorie, en effet, la libéralisation et les réformes devaient plonger les acteurs économiques dans un contexte marchand et générer un processus de

destruction créatrice. Désétatisées par le biais des privatisations, les anciennes entreprises d'État n'auraient d'autres possibilités que de se restructurer pour s'adapter au nouvel environnement ou de disparaître, libérant alors des ressources pour le démarrage de nouvelles activités (figure n° 1).

Figure n° 1 : Les recommandations de politiques économiques au début des années 1990



Source : Mihalyi, 2001.

Suivant ces recommandations, la majorité des pays d'Europe centrale et orientale ont débuté leur transition par une libéralisation économique augmentée d'une volonté de privatisation rapide des actifs publics. En termes de privatisations, leurs choix se sont, dans un premier temps, portés sur des techniques hétérodoxes, aisées à mettre en œuvre comme les privatisations de masse par coupons ou les ventes aux salariés. La première méthode a été testée en Lettonie, Lituanie et République Tchèque. La seconde privilégiée par la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie (tableau n° 2).

A l'époque, seuls trois pays de la région ont opté pour une stratégie différente, consistant à impliquer des investisseurs stratégiques, de préférence étrangers, dans le processus de transformation : l'ex-RDA, la Hongrie et un peu plus tard l'Estonie. Si l'on excepte le cas très particulier de l'Allemagne de l'Est, la Hongrie est le premier pays à avoir choisi la vente directe de ses actifs en tant que principale méthode de privatisation (accessoirement, des méthodes de ventes aux salariés ont été utilisées). L'adoption de cette technique n'a pas résulté d'une volonté délibérée des gouvernements hongrois mais a été la conséquence

d'un "*blissing in disguise*", le produit positif d'un choix contraignant : le niveau très élevé de la dette externe de la Hongrie a conduit à privilégier une stratégie de privatisation des actifs publics reposant sur la vente des entreprises d'État (Mihalyi, 2001). En effet, cette technique de privatisation n'est pas neutre par rapport aux autres options en présence : elle permet de mobiliser des ressources financières pouvant être utilisées par le vendeur (l'État) pour rembourser la dette, de réaliser les investissements nécessaires aux niveaux macro- et micro-économiques, d'apporter de nouveaux marchés et les compétences nécessaires pour adapter les entreprises à leur nouvel environnement concurrentiel.

Tableau n° 2 : Méthodes de privatisation en Europe centrale et orientale

Pays	Première méthode			Seconde méthode		
	Vente directe	RES	Bons (vouchers)	Vente directe	RES	Bons (vouchers)
Albanie – 1995		x				x
Bulgarie – 1996	x					x
Croatie – 1992		x				x
Estonie – 1992	x					x
Hongrie – 1990	x				x	
Lettonie – 1992			x	x		
Lituanie – 1991			x	x		
Macédoine – na		x		x		
Pologne – 1996	x				x	
R. Tchèque – 1992			x	x		
Roumanie – 1991		x		x		
Slovaquie- 1992	x					x
Slovénie – na		x				x

Source: EBRD, 1998.

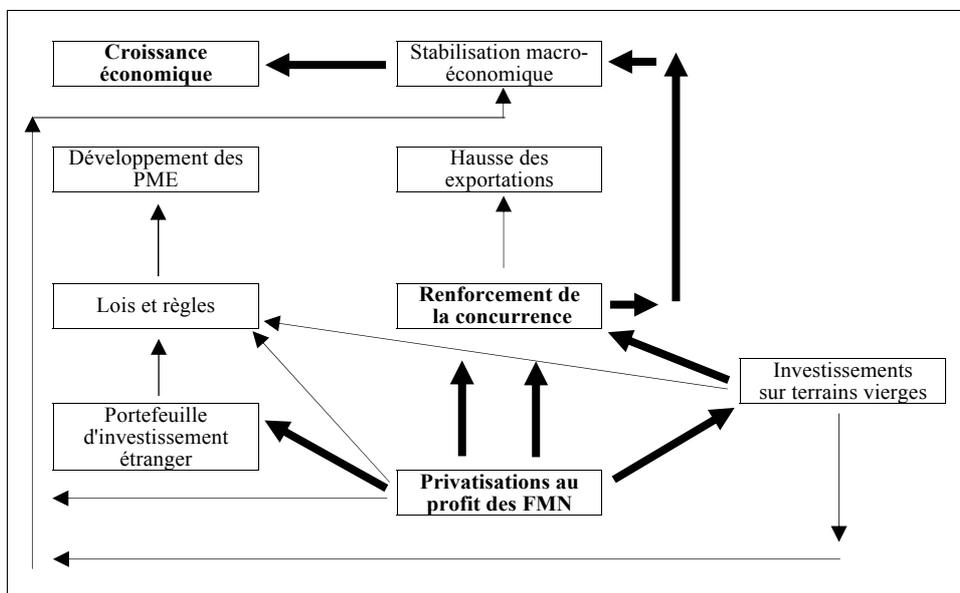
3.2. L'entrée du capital étranger : vitesse et profondeur de la transformation

Les résultats enregistrés par les PECO dans la première moitié des années 1990 ont été très divergents. En Hongrie, le fait d'avoir été le premier pays d'accueil des IDE a créé un avantage indéniable dans la mesure où les entreprises acquises par les repreneurs étrangers ont été restructurées rapidement et les compétences locales mobilisées (Bornstein, 2000). Plus largement, l'entrée des capitaux étrangers dans le pays a également favorisé la stabilisation macro-économique, le renforcement de la concurrence, les transformations institutionnelles et le redéploiement du commerce. A un degré moindre, l'Estonie a pu enregistrer des résultats identiques.

Dans les pays qui ont suivi les recommandations standard, deux cas de figure au moins se sont présentés. Dans le premier, la libéralisation économique a provoqué des déséquilibres tels que les gouvernements ont dû essentiellement

se concentrer sur leur résorption. Le problème des privatisations a alors été relégué au second plan, conduisant à une absence ou un manque de restructuration des entreprises. Les exemples bulgare, roumain et polonais sont à ce titre significatifs. Dans d'autres pays, comme en République Tchèque, les méthodes de privatisation adoptées n'ont mené qu'à une transformation passive des entreprises, les nouveaux actionnaires ne disposant pas des capitaux, compétences et motivations nécessaires aux restructurations stratégiques.

Figure n° 2 : Les leçons de la privatisation hongroise



Sources : Mihalyi, 2001.

Souvent critiqué au début de la transition, le modèle de privatisation hongrois par ventes directes a été adopté par la plupart des économies post-socialistes au milieu des années 1990. Il a en effet montré que l'association des capitaux étrangers au processus de transformation était susceptible d'accélérer le rythme et l'ampleur des restructurations industrielles, tout en assurant la stabilisation économique (figure n° 2).

En conclusion, pour renouer avec la croissance et la compétitivité, tous les pays d'Europe centrale et orientale se sont orientés vers des stratégies de libéralisation et de privatisation de leurs économies. Il existe toutefois une différence dans la manière dont ces stratégies ont été menées – avec plus ou moins de crédibilité et de régularité – et dans les méthodes adoptées. La Hongrie s'est démarquée tant par le choix de sa technique de privatisation que par ses

résultats. En incorporant le capital étranger au processus de transition, elle a pu opérer une transformation rapide et efficace de ses structures productives et se classer parmi les pays de tête pour l'intégration à l'Union européenne. Dans son sillage, l'Estonie a obtenu des résultats prometteurs.

Les pays ayant suivi les recommandations standard ont pour la plupart convergé mais au prix de crises économiques profondes et/ou de restructurations inachevées. Le manque de régularité des politiques appliquées par les gouvernements successifs a définitivement exclu la Bulgarie et la Roumanie du peloton de tête.

A compter du milieu des années 1990 et devant les résultats encourageants de la Hongrie, la totalité de ces pays s'est alors tournée vers le capital étranger.

4. LE RÔLE DE L'IDE

L'IDE a constitué un moteur de la transition et du rattrapage économique dans les pays qui l'ont attiré massivement. A l'échelle mondiale, la part des IDE à destination des pays d'Europe centrale et orientale reste relativement faible même si leur poids dans ces économies est déjà important. Pendant longtemps, ils n'ont représenté que 2 % du volume total de l'IDE mondial pour atteindre récemment 3.7 %, ce qui est encore peu si l'on considère la part captée par les pays les plus attractifs comme les États-Unis et la Chine.

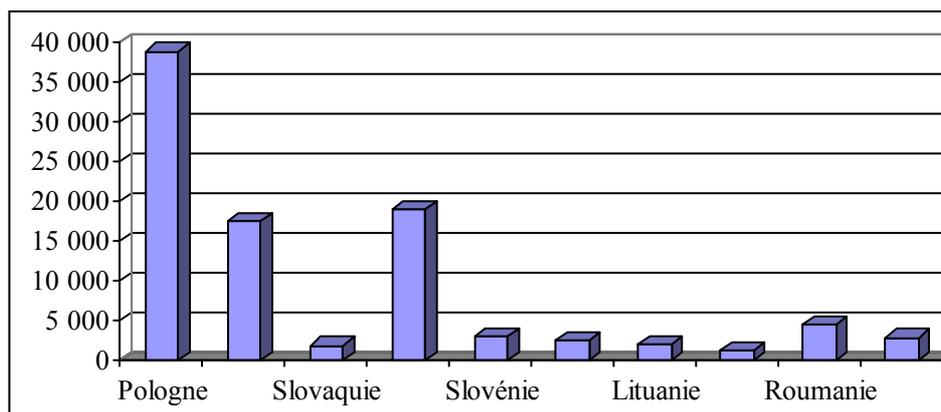
4.1. Évolution du flux d'IDE

Jusqu'à présent, les entreprises étrangères se sont essentiellement intéressées à la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque. 80 % des IDE sont entrés dans ces 3 pays. L'Estonie s'est également montrée performante, si l'on considère qu'il s'agit d'une petite économie qui se classe 3^{ème} en termes de flux cumulés par tête. L'essentiel des IDE s'est localisé dans les pays frontaliers de l'Union européenne tandis que les pays plus éloignés demeurent des lieux d'implantation périphériques. En 2001, les 5 pays d'Europe centrale réunis détenaient 86 % du stock d'IDE de la région – environ 120 milliards de dollars (figure n° 3). Le reste se partageait entre la Bulgarie et la Roumanie (8 %) et les trois États Baltes (6 %).

Trois périodes concernant les flux de capitaux étrangers à destination des PECO doivent être considérées (tableau n° 3). Avant 1997, leur apparition n'a été systématique que dans un petit nombre de pays – en Hongrie d'abord, puis en Estonie – les deux pays qui ont privilégié les ventes directes aux investisseurs étrangers. La Pologne et la Slovénie, en raison d'une stabilisation économique précoce ont également pu bénéficier de flux d'IDE conséquents dès 1994. Ailleurs, les changements politiques, les modèles de réformes et les considérations économiques et sociales ont parfois généré des retards dans

l'attraction du capital étranger. Il convient de mentionner qu'à cette époque, la Hongrie a bénéficié de son ouverture pré-transition, en matière d'attraction des IDE. Entre 1988 et 1992, un grand nombre d'investissements en Hongrie ont été le fait de firmes qui connaissaient déjà le pays (anciens partenaires commerciaux). Certaines entreprises comme Suzuki ou comme GÉ Lighting Europe ont opéré des investissements stratégiques dès la fin des années 80. Des firmes extérieures à l'Europe (Amérique du Nord, Asie) y ont construit des bastions afin de créer une base en Europe tout en profitant des bas salaires en vue d'exporter vers les marchés de l'Union européenne. Les mauvaises conditions macro-économiques que l'économie hongroise a connues à cette époque n'ont pas entamé la forte attractivité de ce marché.

Figure n° 3 : Stock d'IDE dans les pays d'Europe Centrale et Orientale en 2000



Sources : Statistiques nationales des pays concernés.

Entre 1997 et 2000, une convergence significative a été enregistrée, conduisant à une période de 3 ans d'augmentation continue des flux d'IDE dans la région. Cette croissance est le produit de l'avancée dans les privatisations, de la préférence désormais accordée aux ventes directes, ainsi que de la stabilisation macro-économique et politique de ces régions.

A l'heure actuelle, les flux de capitaux étrangers se maintiennent en Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Estonie mais connaissent un ralentissement en Hongrie et déclinent significativement en Slovénie. Dans les pays de la périphérie, l'entrée de flux liés aux processus de privatisations à partir de 1997 n'a pas engendré de cercle vertueux : les flux diminuent et appellent à la mise en œuvre de nouvelles politiques d'attractivité.

Tableau n° 3 : Flux nets d'IDE dans les PECO (millions de US\$)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Bulgarie	42	40	105	98	138	507	537	789	1 003	641	800
Estonie	na	156	212	199	111	130	574	222	324	343	300
Hongrie	1 471	2 328	1 097	4 410	2 279	1 741	1 555	1 720	1 090	2 103	2 559
Lettonie	na	50	279	245	379	515	303	331	400	170	250
Lituanie	na	30	31	72	152	328	921	478	375	439	395
Pologne	284	580	542	1 134	2 741	3 041	4 966	6 348	8 171	6 502	5 000
R.tchèque	983	563	749	2 526	1 276	1 275	3 591	6 234	4 943	4 820	800
Roumanie	73	87	341	417	415	1 267	2 079	1 25	1 051	1 154	1 200
Slovaquie	100	107	236	194	199	84	374	701	2 058	1 460	4 000
Slovénie	113	111	131	183	188	340	250	144	110	338	553

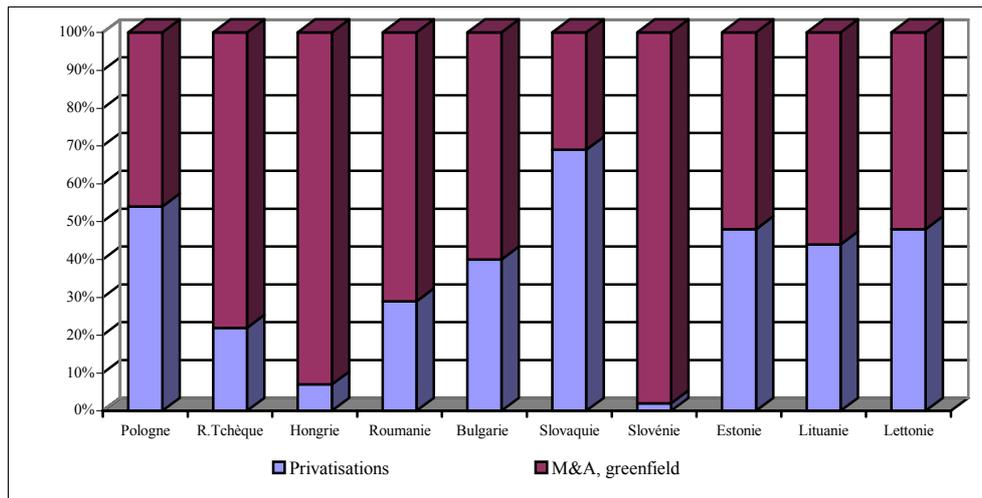
Source : Transition Report, 2002.

4.2. Des modes d'entrée différenciés

Dans la région étudiée, la privatisation a constitué le principal vecteur d'apparition des IDE (figure n° 4). Au début des années 1990, les techniques adoptées ont eu un impact direct sur les flux de capitaux étrangers. Alors que les ventes directes pratiquées en Hongrie et Estonie les ont largement promus, les autres méthodes – privatisation de masse par coupons ou RES – ont délibérément exclu les étrangers. A partir de 1995, après les premières expériences, et devant les résultats encourageants de la Hongrie, la plupart des pays se sont tournés vers des ventes directes, générant de fait une hausse significative des flux de capitaux étrangers dans la région. A cette période, la Hongrie a continué à jouer un rôle pionnier en vendant la première ses industries stratégiques dans les domaines des télécommunications (Haudeville et Legman, 2001), de la distribution d'eau et d'énergie et dans les secteurs bancaires et financiers. Elle a en cela été rapidement imitée par la Pologne et la République Tchèque (Richet, 2002).

La création de firmes conjointes a constitué un autre mode d'entrée significatif des IDE. Dans les premières années post-socialistes, la méconnaissance des marchés est-européens, l'absence de stabilité macro-économique, voire politique, ont conduit de nombreux investisseurs à former des firmes conjointes avec des partenaires locaux. Ce type d'investissement leur permettait en effet d'exploiter les potentialités de ces marchés, sans supporter le risque d'une prise de participation majoritaire. Nombreux sont cependant ceux qui ont accru leur part dans le capital de la firme conjointe à mesure de l'avancée des réformes et de la stabilisation, comme le suggère l'expérience hongroise. Cette forme d'investissement s'est particulièrement développée dans les pays Baltes. Elle reste en revanche très minoritaire dans les Balkans, où, avec un succès tout relatif, les gouvernements ont préféré tenter d'attirer des entreprises totalement étrangères plutôt que de favoriser la création de firmes conjointes.

Figure n° 4 : Contribution des privatisations à l'entrée des IDE dans les PECO candidats en 2000



Source : Dree, 2002.

Dans les pays d'Europe Centrale, les rachats d'entreprises liés aux privatisations ont également suscité l'apparition d'investissements sur sites vierges. Ces *greenfields* ont été une source importante de développement économique. En Hongrie, par exemple, plus de deux tiers des investissements technologiques entre 1992 et 1997 ont été des investissements ex nihilo, effectués par des FMN leaders, comme dans l'industrie automobile ou électronique. La constitution de zones franches a été un autre facteur d'attraction de ce capital. La création d'un environnement favorable au développement des *greenfields* s'avère stratégique au sens où leur expansion permet au pays d'accueil de se façonner une image de pays hôte et autorise le maintien des flux d'IDE après l'achèvement des privatisations.

Dans les zones périphériques, les projets de *greenfields* ont augmenté avec la privatisation mais la réalité de ce trend ne pourra se mesurer qu'après leur achèvement. Les zones franches ne permettent pas de compenser le manque général de progrès dans les réformes et l'incertitude qui l'accompagne. En dépit de signaux positifs, il est possible de douter de leurs capacités à passer des IDE liés aux privatisations à d'autres formes de capital étranger.

4.3. Impact des IDE dans les PECO

Dans les pays qui sont parvenus à l'attirer dans des proportions suffisantes, le capital étranger a été un élément clé de transformation et de développement. L'expérience hongroise est à ce titre particulièrement significative. Le pays a, à

lui seul, accueilli une part conséquente de l'IDE qui s'est dirigé vers les PECO, notamment dans les premières années de transition. Il a donc disposé d'un avantage net, celui du premier servi, sur ses challengers directs. C'est pourquoi, tout en soulignant les principaux points de divergence et de convergence avec les autres PECO, nous baserons essentiellement la présente analyse sur la réalité hongroise.

Tableau n° 4 : L'avantage du premier servi : les flux annuels d'IDE en Hongrie (% par rapport aux entrées dans les PECO)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Flux Ms \$	311	1459	1471	2328	1087	4410	2279	1741	1555	1720	1090	2103	2559
En % PECO	93,99	90,22	48,32	57,80	32,37	48,62	29,18	22,32	11,63	9,76	5,87	12,01	11,61

Sources : d'après *Transition Report*, 2001.

Plusieurs observations intéressantes peuvent être faites : la première concerne la distribution sectorielle des IDE (figure n° 5) : principalement, ceux-ci se dirigent vers les industries manufacturières (36 %), contribuant ainsi au renouveau du cœur industriel du pays, en modernisant la production ou en investissant massivement dans des investissements vierges (notamment dans le secteur automobile). Les secteurs traditionnellement peu développés, comme les finances, reçoivent également une part non négligeable (12 %) ainsi que celui des infrastructures (transports, construction de bureaux, etc.). Les services, généralement peu développés, et dans lesquels le coût d'entrée et les risques supportés par les investisseurs sont faibles voient également leur part croître très rapidement. Les magasins de la grande distribution européenne quadrillent à présent les villes, mettant à mal le secteur privé domestique du petit commerce.

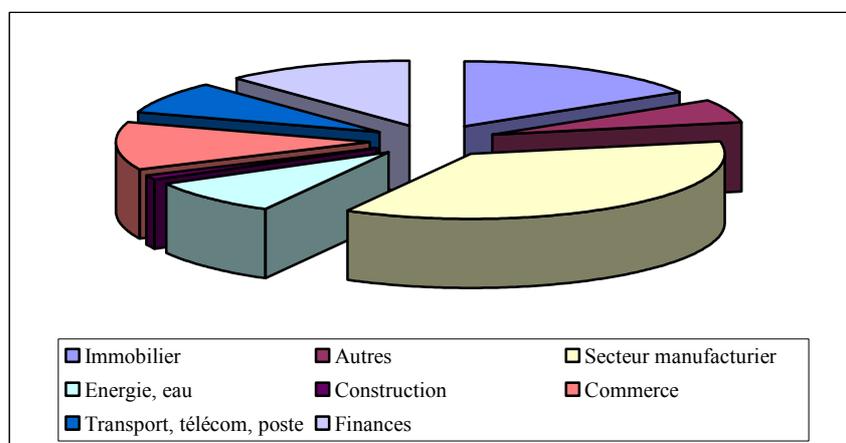
La réalité hongroise en termes de structures sectorielles des IDE se vérifie également dans les autres pays d'accueil. L'industrie est le secteur le plus fréquemment investi par les étrangers. Il représente de 32 % des IDE en Lituanie à 55 % en Slovaquie. Suivent les services financiers, le commerce de gros et de détail. L'agriculture et le tourisme n'attirent, en revanche, pas d'investissements massifs.

Dans l'industrie, le capital étranger s'est essentiellement concentré dans l'industrie légère (boissons, tabac, textile, chaussures et vêtements), l'industrie lourde (produits chimiques, plastiques, technologies et moteurs) et dans les produits non ferreux (matériels de construction et ciment). Dans de nombreuses branches industrielles et niches, les investisseurs détiennent des parts de marché allant de 65 à 100 %.

Une seconde constatation concerne l'effet de proximité : la majeure partie des IDE hongrois provient des pays de l'Union européenne (plus de 75 %)

notamment d'Allemagne (25 %), des Pays-Bas (23 %), d'Autriche (12 %). Il en est de même dans les pays voisins les plus avancés (République tchèque, Pologne, Slovaquie), ce qui contribue à la fois au développement d'une nouvelle couronne industrielle avec des spécialisations fortes dans la région et aux transferts des normes et savoir-faire en provenance des économies européennes.

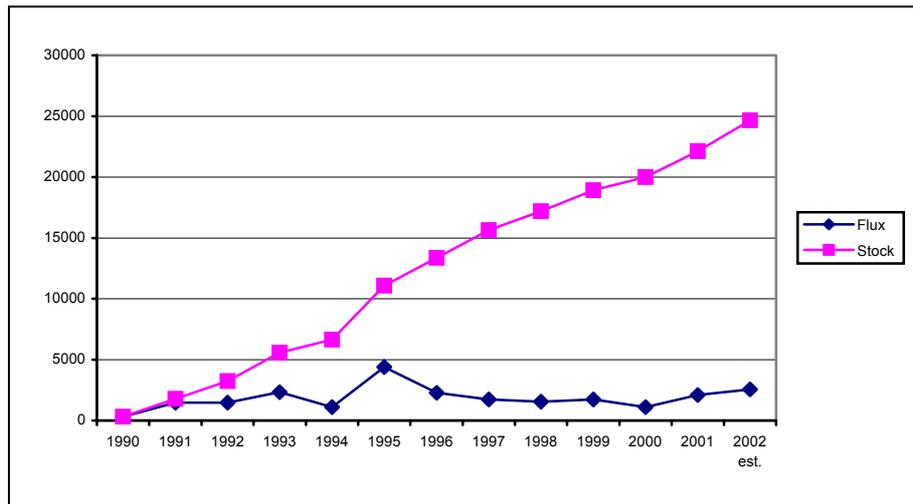
Figure n° 5: IDE en Hongrie par secteur (valeurs cumulées)



Un troisième constat concerne la part relative des investissements sous forme d'acquisitions par rapport aux investissements vierges. Bien que le mouvement de privatisation ait contribué à attirer le capital étranger, il est intéressant d'observer que ce mouvement est allé de pair avec l'entrée de capitaux pour le développement de nouvelles acquisitions. En outre, avec la fin des privatisations, aujourd'hui ce sont les investissements vierges (ou les augmentations de capital dans les firmes contrôlées par les investisseurs étrangers) qui dominent exclusivement. Depuis 1999, la Hongrie est entrée dans une phase, entre privatisation et accession à l'Union européenne. Les IDE sont attirés par les opportunités du marché et surtout parce que Csaky (2001) nomme l'effet multiplicateur des investissements antérieurs et des profits réinvestis en Hongrie. Ce cas de figure se vérifie également en Estonie, Pologne, Slovaquie et République Tchèque et dans une moindre mesure dans les trois états Baltes. Il ne correspond toutefois pas aux réalités roumaine et bulgare où l'absence de progrès dans les réformes et l'incertitude affectent négativement les investissements vierges.

L'accumulation d'IDE dans un même pays, de manière continue (figure n° 6), notamment dans des secteurs à forte valeur ajoutée, produit des effets externes positifs de plusieurs natures déjà observables dans d'autres pays.

Figure n° 6 : Flux et Stock d'IDE en Hongrie



Source : d'après Transition report, 2002.

On en citera quelques-uns :

- Un effet d'agglomération avec des effets d'entraînement en amont et en aval de la production ou du secteur concerné : c'est le cas de certaines régions hongroises (l'Ouest du pays, la région de Budapest).

- Le développement de nouvelles activités (assemblage d'automobiles, la construction de moteurs, par exemple) appelle à son tour l'implantation d'autres activités : sous-traitance, services, transport, immobilier, etc. Dans les secteurs à forte valeur ajoutée, les IDE conduisent les dirigeants des entreprises locales à puiser dans des ressources jusqu'ici non utilisées, d'une part, et à spécialiser les firmes acquises dans le cadre d'une spécialisation continentale (ou régionale) de ses activités, d'autre part. Par exemple, GE-Tunsgam, dans un premier temps, a assigné des tâches d'assemblage et de montage à ses usines ; dans un second temps, elle a développé et localisé en Hongrie ses départements de recherche-développement. Il en va de même avec les investissements réalisés par Nokia, IBM, etc. En ce qui concerne la construction automobile, les sites hongrois (et tchèques) de VW produisent pour les marchés de la région, ainsi que pour l'ensemble du marché européen. En outre, les constructeurs ont poussé leurs principaux sous-traitants à investir dans le pays. Certains travaillent à partir de la Hongrie pour les assembleurs localisés dans le pays, d'autres directement pour le marché européen. *Last but not least*, aujourd'hui les plus grandes entreprises mondiales sont implantées en Hongrie ; leur présence contribue indéniablement à accélérer le processus d'intégration de la Hongrie.

Ces phénomènes se vérifient à des degrés différents dans les autres pays de la région. Les exemples sont nombreux mais nous retiendrons celui de Fiat en Pologne (Uminski, 2001). Son implantation a généré d'importants effets d'entraînement dans toute l'industrie locale grâce à une coopération poussée avec les sous-traitants nationaux (en 1999, 70 % des composants des automobiles produites ou assemblées en Pologne étaient fabriqués par les producteurs locaux). Ces derniers ont pu bénéficier d'une mise à niveau de leurs produits et processus, notamment au travers de formations techniques et l'imposition des normes européennes ISO 9001 et 9002. L'implantation de Fiat a appelé d'autres IDE, la maison-mère incitant ses fournisseurs de composants automobiles à investir (par rachat ou investissement ex-nihilo) sur le territoire polonais. Les effets d'entraînement provoqués par les IDE sont d'autant plus importants qu'un pays attire un nombre conséquent de grandes firmes transnationales. En Roumanie et Bulgarie, où les principaux investisseurs étrangers sont des PME, ces effets sont plus limités et circonscrits.

Deux autres facteurs intéressants enfin concernent la nouvelle spécialisation de la Hongrie dans son nouvel environnement européen, d'une part, et l'émergence de flux – encore modestes – d'IDE hongrois vers d'autres pays transition.

Dans le premier cas, on constate la part croissante des exportations à forte valeur ajoutée et intensives en capital, principalement en direction de l'UE et de l'OCDE : le fait d'accueillir des IDE dans l'industrie manufacturière pour produire des biens intermédiaires ou finaux qui vont ensuite vers les marchés des économies développées est un bon indicateur de la nouvelle spécialisation induite par ce type d'investissements. Pour renforcer cette affirmation, on peut souligner l'importance des dépenses de recherche-développement réalisées par les filiales étrangères implantées en Hongrie : elles sont passées, dans l'ensemble des secteurs de l'économie où sont implantées les firmes étrangères, de 21.8 % à 78.5 % de la dépense nationale dans ce domaine (OECD, 2001).

Ce phénomène se retrouve dans une moindre mesure dans deux autres économies est-européennes : la République Tchèque où la part des filiales étrangères dans la R&D atteint 30 % en 2001 et en Pologne. Aux premiers stades de leur développement vers une économie basée sur le savoir, ces pays produisent déjà des biens dont l'intensité en technologie est comparable à celle de l'Irlande ou de la Corée.

Par ailleurs, la mise à niveau des firmes hongroises via le capital étranger ou par effet de propagation (environnement concurrentiel, rotation de la population) induit un phénomène récent, un mouvement d'IDE initié à partir de la Hongrie dans les pays voisins ou encore dans les économies de marché développées. C'est le cas de la céramique (investissements en Croatie), de l'industrie pétrolière (investissements en Slovaquie). La Hongrie, avec un cumul

d'IDE sortants de 1 568 millions de dollars début 2000, est dans ce domaine concurrencée par la Slovénie (621 millions de dollars), la République Tchèque (959 millions de dollars) et la Pologne (Jaklic et Svetlicic, 2001).

4.4. Un bilan globalement positif ?

Indéniablement, l'IDE a joué un rôle très positif dans la restructuration et la mise à niveau rapide de certaines économies centre-européennes et notamment de la Hongrie, dans le taux de croissance de l'investissement, de l'emploi, dans l'augmentation du volume des ventes et notamment des exportations. Le fait d'avoir été le premier pays à accueillir l'IDE lui a donné un avantage concurrentiel indéniable (tableau n° 7).

Tableau n° 7 : Part des entreprises avec capital étranger dans les principaux indicateurs des entreprises manufacturières dans quelques pays en 1998, 1999 et 2000 (en %)

	Capital			Emploi			Investissements			Ventes			Exportations		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Hongrie	72,7	72,9	73,1	44,9	46,5	47,1	78,7	82,2	72,7	70,0	73,0	73,7	85,9	88,8	
Pologne	43,2	50,5		20,6	29,4		51,0	63,1		40,6	49,0		52,4	59,8	
R. Tchèque	27,9	41,8		19,6	26,9		41,6	52,7		31,5	42,4		47,0	60,5	
Slovénie	21,6	21,8	22,6	13,1	13,0	15,1	24,3	22,3	20,7	24,4	23,3	26,3	32,9	30,3	34,2
Roumanie	19,7	27,3	36,5	13,7	21,0	25,2				24,3	33,9	38,6	22,4	33,4	43,9

Source : Hunya, 2002a.

Il y a toutefois quelques ombres au tableau qu'il faut souligner. On en citera quelques-unes :

- Un sentiment de dépossession résultant de la prise de contrôle de nombreuses entreprises par les investisseurs étrangers (produits pharmaceutiques, par exemple). La Hongrie sera le principal pays à connaître cette situation mais ne sera pas le seul : on peut citer le cas de la Grande Bretagne qui ne possède plus, à ce jour, de constructeurs automobiles nationaux, à quelques exceptions dans des segments très "étroits" : le reste de l'industrie est entre les mains de propriétaires américains, français, allemands, etc., et l'industrie automobile de ce pays est l'une des plus efficaces en termes de productivité.

- Une trop grande dépendance vis-à-vis de l'IDE. Les firmes étrangères, avec une stratégie mondiale ou régionale, notamment celles qui ne recourent pas à des investissements trop spécialisés et qui embauchent de la main d'œuvre bon marché, peuvent quitter rapidement le pays en cas de retournement de conjoncture. C'est ce qui s'est produit récemment en Hongrie à Győr (Danone) et à Sékesféhervar (IBM) où la firme américaine a licencié plus de 3 700 personnes.

- Un triple dualisme. Un dualisme régional, avec la concentration des IDE dans quelques régions et un déclin industriel dans les régions de l'Est qui ne sont pas touchées par les flux d'investissement. Un dualisme technologique et professionnel : les entreprises étrangères les plus performantes accueillent la main d'œuvre la plus qualifiée qu'elles paient mieux que les entreprises domestiques. Enfin un dualisme entre les entreprises moyennes, ou plutôt une forte asymétrie entre le secteur des PME et le secteur des grandes entreprises : les PME, dans l'ensemble restent très sous dimensionnées pour atteindre la taille d'efficience.

5. LA RESTRUCTURATION DES ÉCONOMIES BALKANIQUES ET L'IDE

Malgré les progrès significatifs des dernières années, les pays du Sud-Est de l'Europe et du Nord des Balkans, exception faite de la Croatie, font encore face à d'importantes contraintes en termes de croissance et de développement. Les événements de la dernière décennie ont eu des répercussions économiques négatives dans toute la région. Pour des raisons principalement politiques – désintégration de la Yougoslavie, idéologies des différents régimes, conflits militaires, sanctions internationales – la mise en place des premières réformes a connu un retard significatif, ralentissant d'autant la transition vers l'économie de marché. Le début des années 1990 a été caractérisé par une importante récession économique dans les pays considérés. La perte des marchés, particulièrement dans le cas l'ex-Yougoslavie, la faible compétitivité internationale des entreprises domestiques, un système financier sous-développé et inefficace, un processus de privatisation à peine amorcé, et l'absence de nombreuses institutions ont engendré une crise économique profonde. L'ampleur de cette crise a été extrêmement variable : si la chute du PIB n'a pas atteint 10 % dans la plupart des cas, elle a largement dépassé les 27 % en ex-Yougoslavie en 1993 et 1994 (EBRD, 2002). La chute du revenu national a été étroitement liée à celle de la production industrielle et souvent accompagnée d'inflation voire d'hyperinflation (tableau n° 8).

Ce n'est qu'au milieu des années 1990 que la libéralisation et les programmes de stabilisation ont permis le retour de la croissance dans ces pays. Les années qui ont suivi ont cependant été ponctuées de crises économiques et financières importantes dans la région (Albanie, Bulgarie, Roumanie). Depuis la signature du Pacte de Stabilité et du Processus de Stabilisation et d'Association avec l'Union européenne en 1999, la situation macro-économique des Balkans est stable et les perspectives de croissance sont bonnes. Toutefois, les performances individuelles des pays sont variables (tableau n° 1), les restructurations productives et les réformes institutionnelles sont loin d'être achevées et leur niveau de développement demeure globalement très inférieur à celui des régions d'Europe centrale et des états Baltes. Le challenge de ces pays est aujourd'hui de continuer à progresser dans leur transition et de créer les

conditions pour un développement économique durable, tout en préparant leur future adhésion à l'Union européenne.

Tableau n° 8 : Situation économique des Balkans au début de la transition

	1992			1993			1994			1995		
	PIB	Prod. indus.	Infla-tion	PIB	Prod. indus.	Infla-tion	PIB	Prod. indus.	Infla-tion	PIB	Prod. indus.	Infla-tion
Albanie	-7,2	-51,2	236,6	9,6	-10,0	30,9	8,3	-2,0	15,8	13,3	6,0	6,0
Bosnie-H.	na	na	na	na	na	na	na	na	na	20,8	33,0	na
Bulgarie	-7,3	-6,4	79,2	-1,5	-6,2	63,9	1,8	5,9	121,9	2,1	-5,4	32,9
Croatie	-11,7	-14,6	938,2	-8,0	-6,0	1149,0	5,9	-2,7	-3,0	6,8	0,3	3,8
Yougoslavie	-11,6	-22,0	122,1	-27,9	-37,3	8926,4	-30,8	1,3	na	2,5	3,8	3,3
Macédoine	-8,0	-16,0	1935,0	-9,1	-14,3	241,8	-1,8	-9,7	55,0	-1,2	-8,9	9,0
Roumanie	-8,8	-21,9	199,2	1,5	1,3	61,7	3,9	3,3	61,7	7,1	9,5	27,8

Sources : EBRD, 2002.

Tableau n° 9 : Flux nets d'IDE dans les Balkans (millions de US\$)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Albanie	20	45	65	89	97	42	45	51	141	204	153
Bosnie-H.	na	na	0	0	0	0	100	90	150	130	200
Bulgarie	42	40	105	98	138	507	537	789	1 003	641	800
Croatie	13	102	110	109	486	347	835	1 445	1 086	1 325	970
Macédoine	0	0	24	12	12	18	175	27	175	445	70
RFY	na	na	na	na	0	740	113	112	25	165	300
Roumanie	73	87	341	417	415	1 267	2 079	1 25	1 051	1 154	1 200

Source : Transition Report, 2002.

Dans cette perspective, une place centrale est désormais conférée aux investissements directs étrangers³. Longtemps pénalisés par leur situation politico-économique, les Balkans accueillent depuis 1998 des flux réguliers et croissants d'IDE (tableau n° 9). Peut-on pour autant imaginer que le scénario à l'œuvre en Europe centrale au cours de la décennie précédente se reproduira en Europe du Sud-Est ? Ou, en d'autres termes, ces pays sont-ils suffisamment attractifs ? N'existe-t-il pas un effet d'éviction des pays les plus avancés aux dépens de cette zone ? Le capital étranger aura-t-il le même impact que dans les PECO dans les années 1990 ?

S'agissant de la question de l'attractivité, trois groupes de pays doivent être considérés. Parmi les plus dynamiques, on distingue la Bulgarie et la Croatie. Malgré leur petite taille, ces pays attirent une proportion importante de capitaux étrangers et profitent selon l'UNCTAD (UNCTAD, 2002) d'une attractivité comparable à celle des économies centre-européennes les plus avancées

³ Ces pays ont signé en 1999 une Charte pour l'Investissement dans laquelle ils reconnaissent l'importance du capital étranger pour la poursuite du processus de stabilisation et de convergence de la zone et la nécessité d'en attirer davantage.

(tableaux n° 9 et n° 10). Dans ces deux régions, la stabilité macro-économique, les progrès enregistrés dans les privatisations, les techniques de ventes choisies, la mise en place d'un cadre légal et réglementaire favorable aux investisseurs étrangers ont permis une croissance rapide et durable des IDE depuis 1998. A contrario, en dépit de progrès significatifs sur la voie de la restructuration et de taux de croissance élevés, l'Albanie se range parmi les régions les moins attractives. Pour diverses raisons, parmi lesquelles l'étroitesse de son marché intérieur et le faible pouvoir d'achat de sa population, l'obsolescence de ses équipements productifs, le manque de compétitivité de ses PMI, ou encore l'état de ses infrastructures, le pays n'attire pas autant d'investissements que le nécessiterait son poids. Il reste donc peu attractif et pénalisé par un environnement d'affaires défavorable.

Les autres pays du sud-est de l'Europe affichent une situation intermédiaire. Ils reçoivent du capital étranger mais sont, en termes de volumes, pénalisés par une attractivité limitée. Une base industrielle peu solide, des obstacles socio-politiques et un manque de compétitivité sont autant de facteurs qui contribuent à borner les flux d'IDE à destination de ces pays. La restauration de leur avantage compétitif, par la poursuite et l'approfondissement des réformes et des restructurations, devrait permettre de multiplier les flux entrants. A l'exception de l'Albanie, sanctionnée par un environnement défavorable, les Balkans présentent donc une attractivité suffisante et devraient attirer davantage d'IDE, en maintenant leurs engagements sur la voie des réformes et des restructurations.

Tableau n° 10 : Classement des pays sur la base de l'indice d'IDE potentiel et de l'indice d'IDE effectif 1998-2000

	IDE effectif élevé	IDE effectif faible
IDE potentiel élevé	<i>Bulgarie, Croatie, République Tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie,...</i>	Belarus, Russie, Slovénie
IDE potentiel faible	<i>Arménie, Roumanie, Serbie-Monténégro, Macédoine</i>	<i>Albanie</i>

L'indice d'IDE effectif compare la part des IDE investis dans un pays au poids économique de ce pays. L'indice d'IDE potentiel classe les pays en fonction de leur potentiel d'attraction de capitaux étrangers. Il est calculé sur la base de facteurs structurels.

Source : Unctad, 2002.

L'existence d'un effet d'éviction des économies les plus avancées sur l'Europe du Sud-est ne semble pas devoir se vérifier. Il existe au moins quatre raisons pour lesquelles des flux d'IDE se dirigent et se dirigeront désormais vers les pays de la zone balkanique :

- On doit tout d'abord mentionner un *effet stabilisation*. L'amélioration de la situation macro-économique, l'avancée des réformes et notamment des

privatisations offrent de nouvelles opportunités aux investisseurs étrangers, en termes de conquêtes de marchés, de coûts du travail, d'acquisitions... Ceci se vérifie en Bulgarie et Roumanie où les flux d'IDE sont allés en croissant avec l'approfondissement des réformes et la stabilisation économique.

- Ensuite, certains de ces pays peuvent bénéficier d'*effets de niche* et donc recevoir des investissements spécifiques. C'est notamment le cas de la Croatie qui, dans le secteur du tourisme, a pu profiter de flux d'IDE allemands et autrichiens destinés au rachat d'hôtels et de centres de vacances.

- Les Balkans bénéficient également d'un *effet intégration*. Certains investissements effectués dans la région servent de base à des projets plus globaux. Ainsi en est-il par exemple du rachat de Dacia par Renault. L'investissement dans la firme roumaine s'est inscrit dans une stratégie plus large de conquête du marché est-européen, l'objectif de la maison-mère étant de parvenir à produire une automobile bon marché destinée aux pays de l'Est.

- Enfin, on doit mentionner un *effet d'imitation*. Les firmes européennes ayant investi dans la région des Balkans sont désormais imitées par les entreprises de certains pays d'Europe centrale qui ne veulent pas se laisser distancer. On voit ainsi se multiplier les investissements hongrois en Roumanie.

Restent aujourd'hui deux inconnues. La première concerne les volumes de capitaux étrangers à destination de ces pays. Seront-ils suffisant pour permettre de réduire le fossé séparant les Balkans de l'Europe centrale puis de l'Union européenne ? La seconde tient aux effets de ces IDE. Les externalités qu'ils génèrent parviendront-elles à se propager et à conduire au chemin vertueux de la restructuration et à l'apparition d'économies pleinement développées ?

6. CONCLUSION

En l'espace de seulement quelques années, certaines économies post-socialistes ont connu d'importantes transformations qui les rapprochent des standards occidentaux. A court terme, l'ampleur et la continuité des réformes ont été à l'origine de ces succès. Elles ont permis d'assainir la situation macro-économique et d'attirer les investissements étrangers. A moyen terme, la logique de ces capitaux étrangers a été de créer une véritable dynamique de revitalisation du tissu industriel et d'intégration régionale, et de favoriser, par le biais de la délocalisation des activités productives et de la recherche de spécialisation des firmes locales, l'émergence d'une véritable couronne industrielle autour du cœur industriel et financier est-européen. Ils ont aussi permis de mobiliser le potentiel intellectuel et humain qui est une condition essentielle aujourd'hui pour réussir l'entrée dans l'économie de la connaissance qui caractérise le nouveau mode de croissance des économies de marché développées. De ce point de vue, la Hongrie, la République Tchèque et la Pologne profitent de la présence massive

du capital étranger. L'essaimage dans le tissu industriel est un gage important pour envisager, dans l'avenir le renforcement des avantages concurrentiels du pays. La question qui est maintenant posée est de savoir s'il sera suffisant, notamment pour combler l'écart avec les secteurs et les régions qui ne bénéficient pas de sa présence.

Un scénario similaire pourrait à terme se reproduire dans les économies balkaniques. Désormais associés à l'Union européenne et sur la voie de la stabilisation économique, les pays du sud-est de l'Europe doivent chercher à rattraper le niveau de développement des pays de la première vague. Ils sont aidés dans ce processus par les flux croissants et réguliers d'IDE qui pénètrent depuis peu dans la région. La mesure dans laquelle ces capitaux étrangers contribueront à la mise à niveau de l'Europe du Sud-est dépend maintenant de deux paramètres : les volumes d'IDE que ces pays parviendront à capter et leurs capacités d'appropriation des retombées de ces investissements.

RÉFÉRENCES

- Andreff W., 2002, *Analyses économiques de la transition post-socialiste*, Collection Recherches, Éditions de la Découverte, Paris.
- Aslund A., 2002, *Building Competition. The Transformation of the Former Socialist Block*, Cambridge, CPU.
- Brabant J.M. Van, 1992, *Privatizing Eastern Europe: The Role of Market and Ownership in Transition*, Kluwer Academic, Dordrecht.
- Bornstein M., 2000, "Post-privatization Enterprises Restructuring", *WDI Working Paper*, n° 327.
- Csaki G., 2001, "From Transition to Integration: FDI-inflows into Hungary, a Success Story of the Hungarian Transition", *GKI*, Mimeo, 22 p.
- EBRD, 2002, *Transition Report 2002*, EBRD, London.
- Estrin S., Richet X., Brado J. (eds), 2000, *Foreign Direct Investment in Central Eastern Europe: Case Studies of Firms in Transition (Microeconomics of Transition Economies)*, NY, M.E. Sharp.
- Haudeville B, Legman R., 2001: "International Opening, Privatization and Economic Performance: the Case of Hungarian Telecoms", *Journal des Economies et des Études humaines*, Vol. 11, n° 1, Mars.
- Hunya G., 2002a, "Recent Impacts of Foreign Direct Investment on Growth and Restructuring in Central European Transition Countries", *WIIW Research Reports*, n° 284, May.

- Hunya G., 2002b, "Restructuring Through FDI in Romanian Manufacturing", *WIIW Research Reports*, n° 287, August.
- Jaklic A., Svetlicic M., 2001, "Does Transition Matter? FDI from the Czech Republic, Hungary and Slovenia", *Transnational Corporations*, Vol. 10, n° 3, December.
- Mihalyi P., 2001, "The Evolution of Hungary's Approach to FDI in Post-communist Privatization", *Transnational Corporations*, Vol. 10, n° 3, December.
- OECD, 2002, *Études économiques de l'OCDE : Hongrie*, volume 2002/10, OECD Publications, Paris, Juin.
- OECD, 2001, *Science, Technology and Industry Scoreboard: Towards a Knowledge-based Economy*, OECD Publications, Paris.
- OECD, 2001, *Measuring Globalisation. The Role of Multinationals in OECD Economies*, Vol. 1: Manufacturing Sector, OECD Publications, Paris.
- OECD, 2000, *OECD Reviews of Foreign direct Investment (2000): Hungary*, OECD Publications, Paris.
- Richet X., 2002, "Nouvelles économies de marché et stratégies des firmes multinationales", *Région et Développement*, n° 16.
- Uminski S., 2001, "Foreign Capital in the Privatization Process of Poland", *Transnational Corporations*, Vol. 10, n° 3, December.
- UNCTAD, 2002, *World Investment Report 2002: Transnational Corporations and Export Competitiveness*, UNCTAD.
- World Bank, 2002, *Transition. The First Years. Analysis for Eastern Europe and the Former Soviet Union*, The World Bank, Washington DC.

ECONOMIC TRANSFORMATIONS AND CATCHING UP IN EASTERN EUROPE: WHAT LESSONS FROM THE HUNGARIAN EXPERIENCE FOR BALKAN STATES?

Abstract - *This article starts with the increasing differences between Central and Oriental economies since the beginning of the transition process. The countries that are most favorable to Foreign Direct Investment (Hungary, the Czech Republic and to a lesser extent Poland) enjoy better results than the other countries: they have reaped substantial benefits and many new companies have been set up. As a result all Eastern Europe transition economies are now turning to practices favoring Foreign Investment. In this respect Balkan countries are following suit, with some delay but with a lot of determination, and could learn from the Hungarian experience.*

**TRANSFORMACIONES ECONÓMICAS Y ESTRATEGIAS DE
RECUPERACIÓN EN EUROPA DEL ESTE: ¿CUÁLES SON LAS
LECCIONES DE LA EXPERIENCIA HÚNGARA
PARA LOS ESTADOS BALCANES?**

Resumen - Este artículo tiene como punto de partida la evolución diferenciadas de las economías de los Países de Europa Central y Oriental desde el principio de la transición. Uno de los factores explicativos de estas diferencias es la importancia y el papel desarrollado por las inversiones directas extranjeras. Los países que han aceptado favorablemente estas inversiones han tenido ganancias importantes y las creaciones de empresas nuevas se han sustituido a la privatización. Esta lección parece haber inspirado a los otros países de la región que van ahora hacia una práctica más favorable a las inversiones extranjeras. Los países de los Balcanes siguen este movimiento, con bastante retraso, pero muy decididos.